

C'est le secret le mieux gardé de la République : il n'y a plus de gouvernement. Mais y a-t-il encore un président ? L'affaire de la vraie fausse démission d'Arnaud Montebourg n'est pas un nouveau couac suivi d'un démenti de plus. Elle dit la lutte pour le pouvoir qui s'intensifie dans le vide laissé par la gestion erratique de François Hollande.

C'est le secret le mieux gardé de la République. Il n'y a plus de gouvernement. Bien sûr, il y a encore des ministres qui se rendent à l'Élysée chaque mercredi. Il y a toujours un premier ministre qui s'efforce de conserver sa majorité à l'Assemblée. Mais il n'y a plus de gouvernement. Serait-ce, comme l'écrivait François Mitterrand dans *Le Coup d'État permanent*, que sous la V^e République « seul le président de la République ordonne et décide » ? Rien n'est moins sûr. D'ailleurs, y a-t-il encore un président à l'Élysée ?

La question n'est plus taboue dans les coulisses du pouvoir. Le doute s'insinue jusque chez ses plus fidèles collaborateurs. Pour certains, nous sommes à la veille d'une crise de régime qui pourrait emprunter les chemins de la dissolution. Pour d'autres, le temps d'une recomposition de la gauche a commencé sur les ruines du vieux parti socialiste. Pour d'autres enfin, l'« après hollandisme » a commencé.

« Hollande le Bref » ou l'obsolescence programmée de la fonction présidentielle. Aux partisans d'une VI^e République, il offrirait à la fois le déclin du régime présidentiel et une reparablementarisation de la vie politique sans même changer de Constitution. C'est une stratégie que certains au gouvernement pratiquent déjà ouvertement, comme ce fut le cas en mars lorsqu'ils décidèrent de mettre sous tension la fonction présidentielle en imposant au président de la République le choix de Valls comme premier ministre, une prérogative qui est pourtant un marqueur de la V^e République.

L'affaire de la démission annoncée d'Arnaud Montebourg, explicitée cette semaine dans *Le Nouvel Observateur* ([c'est à lire ici](#)) et aussitôt démentie par l'intéressé, vient s'ajouter à la longue liste des couacs, coups de gueule et autres escarmouches qui nourrissent depuis deux ans la chronique de la cacophonie gouvernementale. Du renvoi de Nicole Briq du ministère de l'écologie un mois après sa nomination, au limogeage brutal de Delphine Batho avant l'été 2013 pour crime de lèse budget ; de la démission annoncée puis abandonnée d'Arnaud Montebourg, désavoué publiquement par Matignon à propos de Florange, à la démission forcée de Jérôme Cahuzac, coupable d'avoir menti aux plus hautes autorités de l'État, le casting gouvernemental est soumis à rude épreuve.

Comment l'interpréter ? Jusque-là, on l'imputait au défaut de leadership de Jean-Marc Ayrault. Avec l'arrivée de Manuel Valls à Matignon, la guéguerre a pourtant redoublé d'intensité entre tribus socialistes. Depuis le mois de mars, elle a gagné les bancs de l'Assemblée où les opposants au gouvernement se comptent : ils étaient 11 conjurés au début, lors du discours de politique générale de Manuel Valls ; plus de 40 à s'abstenir sur le plan de 50 milliards d'économies des dépenses publiques, et voilà qu'ils lancent l'« Appel des cent » ([lire ici l'article de Mathieu Magnaudeix](#)). Mais si on les interrogeait sous couvert d'anonymat, me dit un député socialiste, les deux tiers du groupe socialiste seraient d'accord avec les frondeurs.

À Solférino, on réclame un chef, capable de livrer bataille. Le parterre s'impatiente. Quand la bataille des idées s'éteint, que les projets de transformation cèdent la place aux calculs des comptables, le vieux bonapartisme renaît de ses cendres. Déjà Valls perce sous Hollande. Il a entamé sa marche sur Rome : « sa marche sur les Roms », rectifie un député frondeur !

Ainsi va la France « personnalisée », écrivait Mitterrand... « Je connais des Français qui s'en émerveillent, qui ne sont pas choqués de voir leur patrie réduite aux dimensions d'un homme... Ils ont du vague à l'âme dès qu'ils sont privés du frisson que leur procure le meilleur artiste de la télévision, le dernier des monstres sacrés... Ils ont hâte de voir une tête dépasser le rang et d'obéir à la vieille musique du droit divin tirée de la mythologie du moment. » Ces lignes ont été écrites par François Mitterrand il y a un demi-siècle et elles n'ont rien perdu de leur actualité.

C'est que rien n'a changé ! Nous sommes sous le même régime dont les effets de personnalisation ont été aggravés par l'apparition des chaînes d'info en continu. Depuis trente ans, alors que la vie politique médiatique se concentre de plus en plus sur la conquête du pouvoir présidentiel - l'élection au suffrage universel devenant non seulement le moment clé de la vie démocratique, mais l'élément qui surdétermine entre deux élections toutes les stratégies des acteurs -, les attributions du président se dissipent, se dispersent. Les enjeux nationaux se réduisent à l'élection ou la réélection d'un homme. La Nation réduite aux dimensions d'un homme...

Cette personnalisation s'accompagne d'une « virilisation » de la politique. Triomphe des postures martiales et des coups de menton. Cécile Duflot souligne à ce propos un paradoxe intéressant : « Plus l'exercice du pouvoir se révèle difficile dans un monde mouvant et complexe, plus les caractéristiques que l'on attend d'un homme politique se durcissent, se virilisent : mâchoire carrée, menton en avant, discours martial. Cela crée une sorte de dissonance cognitive entre l'idéal type du mec autoritaire et le fait qu'on voit bien qu'il ne tient rien. »

Plus l'État est désarmé, plus il doit afficher son volontarisme. La posture du « volontarisme » néolibéral est la forme que prend la volonté politique lorsque le pouvoir est privé de ses moyens d'agir. Mais sa crédibilité est gagée sur la puissance effective de l'État. Si cette volonté affichée n'est pas suivie d'effets, le volontarisme est démasqué comme une posture. Il faut donc qu'il redouble d'intensité, qu'il s'affiche avec plus de force pour se recrédibiliser, démonstration qui va accentuer encore le sentiment d'impuissance de l'État.

La « dorsale libérale »

C'est la spirale de la perte de légitimité. Et c'est ce que n'a cessé de faire François Hollande depuis deux ans. « Je suis en ordre de bataille. Je suis le chef de cette bataille. J'avance », affirmait-il, bravache, au début de son mandat, essayant de recycler ses galons de chef de guerre obtenus au Mali dans la bataille pour l'emploi. Il allait renégocier le traité européen, réveiller la croissance, redonner confiance aux investisseurs et, comme Hercule retournant Lichas, inverser la courbe du chômage.

Il décréta la pause fiscale qui ne vint jamais, déclara prématurément la guerre en Syrie, stoppée par le veto de Washington, et se vit obligé de rappeler Leonarda que son ministre de l'intérieur avait expulsée, mais sans ses parents...

L'histoire de Florange est exemplaire, me confie un ex-ministre : « Le président a laissé prospérer deux solutions opposées au lieu de mettre tout le monde autour de la table et de faire converger les points de vue. Il a laissé diverger les deux options et il a tranché quand c'était trop tard. » Quels que soient les sujets : Florange, mariage pour tous, droit de vote des étrangers, transition énergétique, réforme pénale, « il a tranché là où il fallait rassembler et il a tenté de rassembler là où il fallait trancher ».

La chronique du hollandisme n'est qu'une suite de couacs, d'annonces démenties et de décisions non suivies d'effets. « Mépriser les hauts et reprendre les bas », disait Chirac. Hollande se contente de la seconde partie du programme. « Reprise » est la devise de son quinquennat. C'est la partition du hollandisme. Hollande n'exerce pas le pouvoir, il l'interprète.

Depuis deux ans, il donne de la fonction présidentielle une interprétation toute en nuances, composant par petites touches l'autoportrait d'un prince paradoxal, soumis aux injonctions contradictoires de l'austérité et de la croissance, du désendettement et du redressement. Un président à souveraineté limitée, conforme à la situation des États européens, contenue par le corset étroit des règlements qu'a tissés l'Union européenne depuis le traité de Maastricht, soumis à la tutelle des marchés et des agences de notation. Un conseiller de Bercy constate amèrement : « On mobilise plus d'efforts diplomatiques pour défendre la BNP aux États-Unis qu'on ne l'a fait pour défendre les marges budgétaires et la réorientation de l'Europe. »

« En juin 2012, me confie un ex-ministre, François Hollande est allé à Bruxelles pour renégocier le traité européen. Nous savons maintenant qu'il ne l'a pas fait. Il a demandé deux années de non-application du traité contre l'abandon de sa politique de croissance. Il a demandé du temps. Ce n'est pas une négociation ça. Il a demandé deux ans pour appliquer un traité alors qu'il avait été élu pour le renégocier. »

Un ex-conseiller de Bercy ne mâche pas ses mots : « Ce qui manque à cette équipe, c'est une architecture intellectuelle solide, capable d'opposer à la logique ordo-libérale allemande une stratégie et une alternative. Tout cela s'explique non pas par la mauvaise foi, mais par la foi justement, la croyance collective dans la performativité des normes juridiques contenues dans les traités. C'est la foi des comptables du Trésor, des juristes, des hauts fonctionnaires, très compétents en matière de normes mais qui ne sont pas économistes... Tout cela a eu pour effet de déporter l'analyse de la conduite des affaires, de l'intelligence des mécanismes de base et des lois économiques vers le juridisme des négociations diplomatiques inter-européennes. Les leçons de l'histoire économique sont oubliées au profit de rituels d'obéissance et de sacrifices. À la connaissance des lois économiques, on préfère les invocations empruntées à la novlangue européenne (restaurer la confiance, rembourser, efforts, sérieux)... qui percole dans les élites. Une grammaire du renoncement... »

Le nouveau gouvernement a ancré toute sa politique dans la négociation inter-européenne en acceptant le cadre et les présupposés (les 3 %, l'euro fort, le Code du travail)... La peur des marchés, qui a pris la forme d'une véritable paranoïa dans les premiers mois du quinquennat, l'a conduit à sous-estimer la capacité de la BCE à agir sur les taux par exemple, et à permettre des politiques de court terme pour relancer la croissance, qui seule permet de réduire la dette.

Tout le champ de la politique a été laissé au néolibéralisme anglo-saxon (dérégulation, intervention de l'État, financiarisation) et à l'ordolibéralisme allemand rigide (empire de la norme, la faute de l'endettement, la rigueur budgétaire réparatrice...). Les contradictions entre le FMI et la politique européenne menée sous influence allemande s'expliquent par l'opposition de ces deux libéralismes...

« La dorsale libérale de ce gouvernement a adopté tous les thèmes bruxellois, s'emporte un actuel conseiller de Bercy, forteresse de l'économie désormais occupée par Arnaud Montebourg. Pendant que le ministre s'égosillait sur l'euro, sur les comportements de la commission de Bruxelles, eux jouaient aux bons élèves de la classe européenne. Sur les affaires budgétaires, on est les caniches, les toutous de la commission de Bruxelles qui elle-même est contestée par le monde entier, du FMI à l'OCDE et jusqu'au gouvernement américain... Depuis deux ans, nous plaçons au sein de ce gouvernement pour une politique alternative : deux années d'isolement, de combat intérieur, de désolation et de défaite morale. »

« Florange est la victoire de Mittal qui paye son endettement personnel avec les bijoux de famille industriels de la France, renchérit un autre conseiller du ministère de l'économie. La loi bancaire a réjoui les banquiers et, quand un banquier est content, c'est inquiétant. Kron, le PDG d'Alstom, c'est la trahison des clercs. Il s'est essuyé les pieds sur le pouvoir politique. Il a dit aux Américains : "Vous me sauvez des accusations de corruption et je vous donne Alstom." »

La forme ultime de l'insouveraineté

Toutes sortes de raisons (erreurs de communication, absence d'un récit cohérent, amateurisme dans la conduite du gouvernement) ont été invoquées par les médias pour expliquer cette « gestion » erratique du pouvoir. En réalité, aucune ne permet de saisir la logique à l'œuvre : une perte de souveraineté qui affecte toutes les instances du pouvoir, et au premier chef la fonction présidentielle. « Le Titanic avait un problème d'iceberg. Pas un problème de communication », twittait récemment Paul Begala, qui fut l'un des architectes de la victoire de Bill Clinton en 1992. C'est la même chose pour François Hollande : il n'a pas un problème de communication, il a un problème de souveraineté.

« C'est une énigme simple et une équation complexe à deux variables : les institutions + la personnalité, me confie un député. Marx parle, dans Les Luttes de classe en France, du crétinisme parlementaire. Là, on est face au crétinisme présidentiel. Le président n'étaye pas sa pensée. Il refuse le débat interministériel, méprise l'expertise sous forme d'anti-intellectualisme, tout en affichant l'arrogance de la technocratie omnisciente... »

L'homme réputé le plus puissant de la nation est un homme qui doit négocier ses marges de manœuvre avec la commission de Bruxelles ou la chancellerie à Berlin. Le monarque républicain est un homme fragile, malmené par les médias, humilié par les sondages d'opinion, dont la politique ou la moindre déclaration est soumise à la surveillance des marchés et des agences de notation. C'est un souverain sans monnaie ni frontières. Un souverain sans souveraineté.

De la fonction présidentielle ne subsistent que le rituel, le décorum, les huissiers avec leurs chaînes, les hôtels particuliers du Monopoly auquel s'adonne et se distrait l'élite politico-médiatique. Faute de puissance d'agir, reste la mise en scène de la souveraineté perdue ; c'est ce qui donne à l'exercice du pouvoir par François Hollande son côté spectral, crépusculaire, et pas seulement spectaculaire.

Du coup, l'exercice du pouvoir politique est frappé de soupçon ; ce qui donne à la scène politique son aspect de farce insupportable, de comédie des erreurs. Peut-être y a-t-il une forme de lucidité dans le fait d'avoir porté au pouvoir un blagueur. « Gouverner, c'est pleuvoir », a-t-il l'habitude de plaisanter pour relativiser son impuissance. La bonhomie de François Hollande est peut-être un signe des temps. La bulle de blagues dans laquelle il s'enferme le protège du réel qui ne cesse pourtant de frapper à la porte de son palais.

Ces retours du réel constituent une chaîne de démentis. Démenti des chiffres (du chômage, de la croissance). Démenti des événements. Désaveu des électeurs. Un seul désaveu en trois personnes : Mittal, Cahuzac, Le Pen. La crise de la V^e République est une crise de l'action politique, c'est-à-dire une crise des « enchaînements » qui permettent aux gouvernants de réagir par des décisions effectives aux situations qui mettent en péril leur pouvoir (dévaluation, levée de l'impôt, mobilisation, déclaration de guerre, etc.)

C'est peut-être la raison cachée « ironique » du choix de François Hollande par les Français. Nicolas Sarkozy se débattait encore avec une fonction présidentielle affaiblie par le quinquennat, surjouant la familiarité avec les grands de ce monde, traitant son premier ministre de collaborateur, humiliant ses ministres pour tenter de rehausser la fonction. Le candidat normal incarne mieux que quiconque la figure de l'insouverain. François Hollande l'assume sans état d'âme, avec une forme d'abnégation et de bonhomie, en pédagogue, en artisan de l'impuissance. Moi, Président ?, semblait-il s'interroger à l'avance dans sa célèbre anaphore du débat présidentiel de 2012. Son mandat restera comme une école du renoncement.

Car le hold-up initial achève de se retourner contre ses auteurs. Après avoir ravi au gouvernement tous ses pouvoirs, en 1958, le président de la République s'est fait voler son butin au cours d'une série de casses audacieuses, avalisées par une série de traités, depuis le traité de Maastricht, en 1992, jusqu'au traité de Lisbonne, en 2007. C'est le moment clé du retournement de la monarchie élective voulue par de Gaulle. En concentrant au sommet de l'État tous les pouvoirs de l'exécutif, la Constitution de la V^e République a facilité la tâche des cambrioleurs ; c'était un jeu d'enfant de s'emparer de la souveraineté étatique ! Ces hold-up successifs constituent le véritable coup d'État permanent, un coup d'État contre la souveraineté nationale. Mais, contrairement à celui dénoncé par Mitterrand en 1964, celui-là a été opéré au nez et à la barbe des Français et contre leur volonté explicite exprimée en 2005.

Les ultimes scrupules (ou maladroitness) de Jacques Chirac, qui décida d'organiser en 2005 le référendum constitutionnel, n'y ont rien changé. On s'essuya les pieds sur la volonté populaire. Sans doute le processus inauguré à Maastricht était-il trop avancé. Sans doute les classes dirigeantes du pays avaient-elles confondu les bonnes pratiques européennes et les mauvaises habitudes françaises, les choix difficiles et les solutions de facilité, chaque fois qu'il s'est agi de désarmer l'État. On parla de construction européenne quand il eût fallu dire « déconstruction » du cadre de la souveraineté populaire. On fit miroiter les États-Unis d'Europe pendant que l'on démontait la République. On évoqua l'élargissement de l'Europe quand c'était le cadre national qui s'étiolait.

On parla de projet, d'horizon, de dessein quand l'action politique se bornait de plus en plus à faire accepter et appliquer les injonctions venues de Bruxelles. On parla de changement quand il ne s'agissait plus que d'imposer le *statu quo* des traités européens.

On euphémisa les abandons de souveraineté en les qualifiant de transferts de compétences. François Mitterrand ne se payait pas de mots, lui, quand il déplorait l'attitude du premier ministre sous la V^e République « *qui, plutôt que de déplaire à l'hôte de l'Élysée, se dépouille lui-même peu à peu des prérogatives que lui confère la Constitution* ». Il parlait de « *strip-tease* ». Aujourd'hui, ce n'est plus seulement le premier ministre qui se dépouille de ses pouvoirs constitutionnels pour les céder au monarque républicain, c'est le monarque républicain lui-même, depuis Maastricht, qui abandonne un à un ses attributs et ses pouvoirs pour le plus grand plaisir de l'élite néolibérale. Un strip-tease.

La République enlève le haut et le roi est nu. C'est le paradoxe terminal de la V^e République. François Hollande est l'enfant d'un paradoxe. Il n'en est pas la cause. Tout au plus une circonstance aggravante. La V^e République finissante lui a laissé ce rôle de composition : une présidence de bas régime. Il est la forme ultime de l'insouveraineté.

Le pouvoir politique en France est d'essence volatile, instable. Ôtez-lui ses gigantesques condensateurs que sont les institutions, et il se disperse, se déverse dans les rues, se répand dans les airs et les esprits. C'est la chimie de la démocratie française, avec ses matériaux inflammables et ses refroidisseurs, avec son lyrisme des rues et sa langue d'État, avec ses brusques révolutions et ses mornes restaurations, avec ses classes dangereuses et ses élites défaitistes, avec ses vagues d'immigration et ses ressacs identitaires, son anarchisme, son irrédentisme et ses reprises en main brutales et parfois sanglantes, Versailles et Valmy.

Les constitutions s'essaient à réguler ces courants contraires. Ce sont des constructions fragiles, des composés chimiques dont la stabilité est faite pour un peuple et une époque donnés. Leur légitimité dépend de leur capacité effective à mobiliser les moyens de l'État à des fins collectives. Cette capacité fonde la croyance en la possibilité d'agir sur le monde et de s'y orienter librement. Les régimes tombent quand ils ne sont plus capables d'assurer cette croyance légitime...

C'est ce qui est en train d'arriver à la V^e République.

Lire aussi

- [Le cas Hollande](#)
Par [Edwy Plenel](#)
- [«L' Appel des 100» relance le bras de fer avec l'exécutif](#)
Par [Mathieu Magnaudeix](#)
- [François Hollande, un président qui rétrécit](#)
Par [christian salmon](#)
- [François Hollande en son labyrinthe](#)
Par [christian salmon](#)
- [L'économie zombie et la politique de l'offrande](#)
Par [christian salmon](#)
- [Il est minuit moins cinq](#)
Par [François Bonnet](#)